

rapprochement », La Revue de l'innovation : La Revue de l'innovation dans le secteur public, Volume 10 (2), 2005.

- Frih, I, Laouedj, L et Abdiche, M, 1998, «L'université au service de l'innovation» in actes de la 3eme conférence Maghtech 98, Sfax (Tunisie).
- Guerid J. (1994), L'entreprise industrielle en Algérie et le conflit de rationalités, Dans Maghreb et maîtrise technologique : enjeux et perspectives. Tunis : CERP/CEMAT.
- Houria Ouchalal, Hocine Khelfaoui et Yassine Ferfera ; « Situation de la R&D dans l'industrie algérienne. Cas de trois entreprises publiques », décembre 2005.
- Khelfaoui H. (1997) Nouveaux modes d'acquisition de savoirs : l'entreprise algérienne face au défi de la science. Les Cahiers du CREAD, 41-3.
- Khiari N. (1996) Science et développement : la recherche scientifique en Algérie. Thèse de doctorat en philosophie et histoire des sciences, Université de Strasbourg, P145.
- Liassine M. (1996) Les réformes économiques en Algérie : une transition vers l'économie de marché ? Annuaire de l'Afrique du Nord. Paris : CNRS, pp 49-67.
- Miraoui, A, «Innovation, compétitivité et stratégie concurrentielle dans l'entreprise» in actes de la 3eme conférence Maghtech 98, Sfax (Tunisie).
- Nicolas, F et Krieger, L, 1995,» Innovation, clef du développement «, ed. Masson, Paris.
- Rapport du Conseil européen de Stockholm du 23-24 mars 2001.
- Zaidi, B, 1998,»Rôle du système d'enseignement supérieur dans la R&D et l'innovation en Algérie», in actes de la 3eme conférence Maghtech 98, Sfax (Tunisie).
- Zawdie, G et Djelfat, A, 1997, "Technology and transition: the Maghreb at the cross-roads", London.

### **Conclusion**

L'Algérie a énormément investi ces dernières années dans les domaines prioritaires que sont : les infrastructures routières, le logement, la santé, l'eau, la recherche, etc. C'est bien. Il faut aller davantage de l'avant. Il est impératif de trouver les bons mécanismes devant dynamiser davantage les relations qui doivent exister entre l'université, les centres de recherche, les laboratoires de recherche et leur environnement socio-économique. En plus de sa mission de formation, l'université algérienne se doit, en matière de recherche appliquée, de s'adapter, de travailler autrement, de mieux communiquer et d'aller vers les entreprises. Pour ce faire, il est important, à ce niveau, que les pouvoirs publics mettent en place des cadres adaptés et facilitateurs pour tous les acteurs.

### ***Bibliographie:***

- Boutaleb K., « La problématique de la création d'entreprises face aux contraintes socio-économiques de l'environnement local en Algérie », Colloque International Création d'entreprises et territoires, Tamanrasset (Algérie), 3 et 4 Décembre 2006.
- Chaoui Kamel, « rôle des laboratoires de recherche universitaires dans l'implantation des concepts de la qualité pour l'enseignement supérieur en Algérie », université Badji Mokhtar, faculté des sciences de l'ingénierie, 2013.
- Djelfat, A et Zghal, R, « Science, technologie et croissance au Maghreb », Sfax (Tunisie), 1995, p 197.
- El Qasmi, J et Abdelaziz, M, 2003 « Stratégie / système d'information », revue de l'innovation, 12 sept.
- Fellag Hocine, « pour un partenariat actif entre l'université et l'entreprise », vice recteur des relations extérieures et des manifestations scientifiques, revue Compus
- Filali Boumediene « université et entreprise quel rapprochement » Revue de l'innovation: La Revue de l'innovation dans le secteur public, Vol. 10(2), 2005, article 6.
- Filali Boumediene « Innovation et partenariat entreprise-université en Algérie, quel

Le classement réalisé par INSEAD est accablant, il classe l'Algérie dernière de la classe, devancé par des pays plus pauvres et instables. Malgré les milliards de dollars injectés dans la recherche et l'innovation, l'Algérie n'avance pas, au contraire, elle recule. Le classement de INSEAD qui se base sur l'Indice mondial de l'innovation (GII) est une claque donnée au dirigeants de notre pays. La recherche scientifique y est inexistante, malgré les énormes moyens financiers octroyés aux universités ces dix dernières années, ainsi que l'importante augmentation de salaire dont bénéficient les pseudos « chercheurs » ; 250.000 DA/mois pour les chefs de département trop souvent absents, alors que le smic en Algérie ne dépasse pas les 10.000DA/mois.

On peut dire que l'université algérienne est en panne !!! Incapable d'avoir de grande lignes directives afin d'inculquer à leurs étudiants le goût de la recherche et l'innovation. Des laboratoires vides après 15h, et les bureaux après 16h00. Où sont donc nos chercheurs ? Ne parlons pas de la publication scientifique qui est quasi-inexistante; 50 publications scientifiques pour 1 million d'habitants selon une étude réalisée par le Groupe Thomson Reuters en 2010, l'un des plus faible taux au monde. Mais où sont donc nos chercheurs? Où sont donc les milliards injectés dans la recherche ? Ont-ils servis uniquement à la construction d'universités ? Dont au passage les murs se fissurent au bout de 2 ans ? Ou sert-il à payer les soi-disant stages ou séminaire à l'étranger de nos chercheurs et ingénieurs ?

Le classement INSEAD mets l'Algérie à la 125 places, soit la dernière, devancée par des pays en guerre comme le Soudan, ou des pays instables politiquement comme la Côte d'Ivoire ! Ainsi que des pays nettement plus pauvre comme l'Éthiopie, le Niger, le Bénin ou le Ghana.

**Tableau 1 : Position de la recherche en Algérie**

	Maroc	Algérie	Tunisie
Nombre d'universités publiques	15	36	12
Nombre d'étudiants en 2007	369142	901562	326185
Taux de scolarisation dans le supérieur en 2007	11,3	24,0	32,0
PIB consacré à la recherche 2005 %	0,64	0,07	1,02
Articles scientifiques publiés 2005	443	350	571

Source: Site internet [www.webometrics.info](http://www.webometrics.info)

Une différence flagrante est remarquée entre les trois pays. L'Algérie consacre seulement 1% du PIB pour les dépenses en recherche et développement, et cela reste très faible par rapport à d'autres pays. (ce taux a été fixé par les instances internationales tel que PNUD).

**Tableau 2: Classement mondial des plus grandes universités algériennes**

Universités	Classement
Université Mentouri de Constantine	1837
Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene	2276
Université Badji Mokhtar de Annaba	2884
Université Abou Bakr Belkaid	3487

Source : <http://dz-etudiants.franceserv.com/articles-a-actualites/tutoriaux-a-articles/item/59-classement-des-universit%C3%A9s-algeriennes>

**Tableau 3: Brevets d'inventions déposés par les centres de recherche et les Universités**

Années	Centres de recherche (A)	(Universités (B	Total (A+B)	Total tout (secteur (C	A+B)/C % En
1987-1990	6	0	6	22	27%
1991-1995	4	0	4	79	5%
1996-2000	7	1	8	203	4%
2001-2005	14	2	16	232	7%
2005-2010	7	8	15	806	1%

[www.inapi.org](http://www.inapi.org)

un processus de rattrapage des normes de la production de masse, à travers l'achat de biens d'équipement et l'importation des méthodes modernes de gestion, pour cela aucune nécessité à été retrouvé pour l'intégration d'une politique d'innovation. Jusqu'au milieu des années 90 qu'une prise de conscience sur l'intérêt de la recherche. Plusieurs institutions chargées d'impulser la recherche et le développement technologique sont mises en place, tel que le Ministère Délégué à la Recherche et à la Technologie (MDRT) qui a été créer; plusieurs commissions nationales et textes législatifs sont promulgués. A partir de 1995 la recherche est entrée dans une longue phase de turbulence organisationnelle et institutionnelle (Khalfaoui, 2001) : Réorganisation, changement d'appellation, de mission et de tutelle se sont succédés. Les universités et la recherche sont placées sous l'égide d'un ministère délégué lui-même sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale. Les centres de recherche font l'objet de plusieurs réorganisations.

En 1998, une loi sur le développement scientifique et technologique et le plan quinquennal de développement de la recherche (1998-2002) ont été lancées. Ces changements écrit semblent répondre à une logique de partage de pouvoir (Khalfaoui, 2001) plus qu'à une volonté de promouvoir la recherche scientifique. Ces changements, finissent par déstabiliser le secteur de la recherche dans ses trois dimensions essentielles (Khalfaoui, 2001), à savoir les structures d'orientation et d'exécution, l'accumulation de l'expérience et du savoir-faire et la capitalisation des ressources humaines. Cette situation conjuguée à la crise politique de l'islamisme radical aurait donné lieu au départ de plus d'une centaine de chercheurs<sup>1</sup>.

Selon plusieurs statistiques nous pouvons remarquer que l'université algérienne est très en retard en matière de la recherche et de la production scientifique, malgré que le nombre d'étudiants (chercheurs) est très important, le tableau suivant nous illustre cette remarque

---

<sup>1</sup> Kerzabi, Opcit

des autres secteurs (agriculture, industrie...), l'État dirige l'institutionnalisation de la science. En 1971 le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS) a été créé, suivi en 1973 par l'Office National de la recherche scientifique (ONRS) et ses centres de recherches, en 1974 la naissance de l'Université des sciences et des techniques (USTHB). Il dirige la trajectoire scientifique en valorisant les sciences dures telle que la chimie, la biologie, la physique, les sciences de la terre dont la finalité s'oriente vers les besoins de l'industrialisation. Toutes ces entreprises ont créé leurs propres structures de formation et de recherche, nous pouvons citer comme exemple l'entreprise Sonatrach qui s'est basé sur un système de recherche issu du système national d'éducation. À partir de cette initiative d'autres entreprises ont suivies la même stratégie tel que Sonalgaz, Société Nationale de Sidérurgie ainsi que d'autres entreprises ont essayé de mettre en place avec l'aide d'une assistance technique d'entreprises étrangères des laboratoires de recherches au sein de l'entreprises. Cette période est perçue comme un temps d'opposition entre les entreprises industrielles et le système universitaire accusé de former des diplômés incompetents (El Kenz, 1993). Alors que l'université algérienne déconstruit le legs de l'ancienne métropole, l'entreprise algérienne s'autonomise par la création de ses propres structures de formation et de recherche<sup>1</sup>.

Une nouvelles formes d'entreprises a été lancé dans les années 80, celle du regroupement industrielle, elles sont devenues plus fortes par taille et plus performantes et cela a poussé l'état Algérienne à retirer les centres de formation pour les remettre à l'université ou dans des structures plus spécialisé. Plusieurs réformes on vu le jour tel que revoir le statut du chercheur, revoir les mécanismes du fonctionnement de la recherche.... Jusqu'aux années 90, l'Algérie était engagée dans

---

1 Kerzabi.A et Kerzabi.Z, « institution, innovation et croissance économique en Algérie », communication HEC, 2012, Alger.

## **B. Laboratoires de Recherche**

En 2005, le Forum de la Recherche et du Développement (FORED'1) a été une des tentatives créées pour réunir une sélection de chercheurs universitaires afin qu'ils exposent leurs produits finalisés au monde socio-économique. La démarche consistait à faire connaître les capacités de recherche disponibles dans le pays et de créer un espace de rencontre et de partenariat entre les acteurs de la recherche scientifique et les opérateurs économiques. Ce forum<sup>1</sup> cherchait aussi à offrir aux décideurs et aux managers une opportunité pour connaître les potentiels existants en matière d'innovation et d'appuis scientifiques, pour l'amélioration des performances, la gestion de la qualité des produits et la formation dédiée. Néanmoins, certaines analyses cogitent l'idée que les universitaires sont restés enfermés dans des schémas purement académiques au lieu d'identifier, assister et réaliser la gestion de la technologie au sein de l'entreprise. Alors que ceci devrait être traduit par le maintien d'un certain niveau de la qualité des produits, leur amélioration, et l'accompagnement des idées innovantes jusqu'à la mise en place dans l'entreprise. Ce forum n'a malheureusement plus revu le jour, malgré la signature de contrats de partenariats avec les établissements du MESRS : C'est la deuxième dérive qui rompu la communication directe entre les clients et leurs fournisseurs.

## **C. Politique de recherche et développement :**

Trois périodes intéressantes peuvent représenter la construction de la politique scientifique en Algérie :

Nous pouvons retenir que la période 1962-1970 a été caractérisée par une politique scientifique transitoire de l'héritage français, alors qu'à partir de 1971 qu'une véritable politique scientifique algérienne a été mise en place. A l'instar

---

<sup>1</sup> Chaoui Kamel, « le rôle des laboratoires de recherche universitaires dans l'implantation des concepts de la qualité pour l'enseignement supérieur en Algérie », université Badji Mokhtar, faculté des sciences de l'ingénierie, 2013.

en place de manière fondamentale des offres académiques et professionnalisantes qui devraient devenir les nouveaux repères de la formation universitaire<sup>1</sup> et de là, tracer une voie vers l'assurance qualité. Par rapport à la professionnalisation des formations, c'est-à-dire: répondre aux besoins exprimés des industries et autres... et malgré la proposition d'un nombre important d'offres dans ce sens, peu d'impétrants ont vu l'intérêt pratique de ces formations! C'était un important revers pour la nouvelle réforme alors que ce n'est pas le cas pour d'autres pays. Actuellement, plus de 99% des étudiants choisissent le système académique car ils pensent qu'il est plus valorisé aux yeux de la société (entreprises, universités et institutions de l'État)<sup>2</sup>. Une des causes de cette première dérive est la non-association des entités économiques à cette réforme qui les concerne en premier lieu en tant que évaluateurs des produits (et surtout clients). Avec un effectif étudiant de 1.158.000 en 2010, plus de 35.000 enseignants et plus de 64 établissements, l'UA se doit de revoir son système de conception et de présentation des offres de formations pour une adéquation avec les besoins du marché de travail représenté en particuliers par les entreprises et tirant profit des expériences réussies ailleurs [cas des projets Tempus ou Averoës, ou des universités d'entreprises...]<sup>3</sup>. Un audit doit être lancé sur la finalité des thèmes de recherche (thèses, projets, étude...) pour vérifier si l'aspect participation à l'innovation est pris en compte et si ces travaux contribuent à la qualité sous tous ses aspects dans l'enseignement et dans les entreprises et qu'ils répondent vraiment à une problématique réellement posées.

---

1 Khiari N. (1996) Science et développement : la recherche scientifique en Algérie. Thèse de doctorat en philosophie et histoire des sciences, Université de Strasbourg, P145.

2 Guerid J. (1994), L'entreprise industrielle en Algérie et le conflit de rationalités, Dans Maghreb et maîtrise technologique : enjeux et perspectives. Tunis : CERP/CEMAT.

3 Khelfaoui H. (1997) Nouveaux modes d'acquisition de savoirs : l'entreprise algérienne face au défi de la science. Les Cahiers du CREAD, 41-3, pp15-19.

*au stade des intentions, des prises de contacts et, dans le meilleur des cas, à des prestations de services».*

## **V. Voies vers la Qualité et l'Innovation :**

L'Université Algérienne (UA) a vécu des transformations importantes avec l'introduction de la loi d'orientation de la recherche (1998), la création de laboratoires de recherche (2000) et enfin la mise en route du système LMD (2005). Plusieurs actions militaient en faveur de la prise en charge de l'aspect qualité car la formation LMD était sensée orientée objectifs et limitée dans le temps suivant une demande précise du marché du travail représenté par les acteurs industriels et économiques. Maintes rencontres ont été organisées sur le thème de la relation entre universités et entreprises à Constantine, Bejaia, Tébessa et Annaba pour asseoir les bases de cette importante relation dont les LRU seraient des acteurs de première ligne. La croissance économique est globalement astreinte au nombre d'entreprises nouvellement créées sous la pression des besoins exprimés par la société et l'assurance de réaliser des profits et des valeurs ajoutées réelles. Cette croissance, à notre avis est étroitement basée sur des approches mises au point et expérimentées dans les établissements de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique (université, institut, école...) mais pas suffisamment expliquées aux enseignants-chercheurs. La prise en charge de la question de la qualité dans le cadre de la relation entre universités et entreprises par le biais des LRU est restée embrouillée voire sujette à des évaluations parfois non-équilibrées.

### **A. Offres LMD et qualité**

Dans la réforme LMD de 2003-2004, l'UA s'est attelée à appréhender comment mettre en œuvre le système LMD tout en gardant le système classique fonctionnel jusqu'à extinction, ce qui était un grand handicap à l'évolution vers la qualité. Cette situation n'a pas aidé à se concentrer sur le seul système LMD afin de mettre

sent que peu ou pas concerné en l'absence de vision partagée avec la société.

On peut citer (les entreprises) SONATRACH et SONELGAZ qui ont des conventions éparses avec quelques universités et tout dépend de la région où l'on se trouve. Il faut encourager voire présenter une législation favorable pour stimuler la relation université - milieux professionnels. Par ailleurs, il n'y a pas de conseil à l'échelle régionale voire au niveau wilaya dans lequel assistent des représentants universitaires et les représentants du monde du travail pour discuter des *préoccupations de la société*». Cette réalité impose de réaliser des états des lieux, d'auditer les institutions chargées de la valorisation des résultats des différents projets dans ce contexte (les incubateurs universitaires, les dispositifs d'insertion des diplômés dans le monde du travail, les conventions de coopération universitaires...)<sup>1</sup>. Annuellement, environ 120 000 étudiants sortent de l'Université Algérienne (UA) pour accroître les rangs des diplômés en quête d'emploi alors que plus de 3500 PME ferment à défaut de compétences locales et de marchés locaux sur un total de 900 000 PME recensées en 2010. Une part importante de PME attend des accompagnements sous formes de mise à niveau, de certification, d'homologation des activités ou de partenariats étrangers... Dans cette dynamique, les données indiquent aussi que la recherche scientifique est presque totalement ignorée par les opérateurs économiques actuels d'où le processus de création d'entreprises innovantes se retrouve de fait désactivé. Ce déphasage est aussi mis à découvert par Houari Barti<sup>2</sup>: « *C'est normalement par la recherche-développement que les entreprises arrivent à se déployer, à étendre leurs activités, à rendre exportables leurs produits ou leurs services. C'est ce à quoi devrait aspirer l'entreprise nationale, qu'elle soit privée ou publique. Mais la réalité est tout autre, on en est encore*

1 Houria Ouchalal, Hocine Khelfaoui et Yassine Ferfera ; « Situation de la R&D dans l'industrie algérienne. Cas de trois entreprises publiques », décembre 2005.

2 Liassine M. (1996) Les réformes économiques en Algérie : une transition vers l'économie de marché ? Annuaire de l'Afrique du Nord. Paris : CNRS, pp 49-67.

sormais axés sur le fonctionnement du système et la valorisation des résultats de la recherche tant au plan académique (qualité du corps professoral) qu'économique<sup>1</sup>.

Deux éléments paraissent particulièrement importants: la densification des échanges, de la concertation et de la communication entre les différentes institutions et équipes travaillant sur des champs similaires ou complémentaires, d'une part, et la maîtrise des articulations entre les trois niveaux du triptyque recherche/développement/application, d'autre part».

En d'autres termes, il faut développer les réseaux thématiques et socioprofessionnels en gardant les universités comme points focaux par la création de sociétés savantes et d'associations de professionnels pouvant se pencher sur tout aspect jugé nécessaire comme la qualité des enseignements ou la fructification des liaisons des LRU avec les entreprises. Cependant, les voies d'échange entre les établissements universitaires et les entreprises sont peu balisées et les textes juridiques n'insistent pas sur les éléments qui permettent de développer l'interaction ; c'est-à-dire que l'écoute du client ne se réalise pas et donc pas de qualité en vue.

L'impression qui se dégage est que chacun est occupé par ses propres objectifs immédiats qui ne se croisent pas forcément, tout de suite, avec ceux de l'environnement socio-économique de la région. Ceci est visible dans la région d'Annaba qui compte plusieurs complexes ou usines et PME et où l'université locale n'arrive pas à répondre aux besoins nouveaux exprimés ou futurs. Dans un article de presse, Y. Khatir de l'Université Es-Senia d'Oran, résume la question : «A propos des partenariats université - milieux professionnels, en Algérie il n'y a pas une véritable dynamique d'interaction. Seules les entreprises publiques qui ne sont pas nombreuses sont en relation avec l'université en revanche le secteur privé ne se

<sup>1</sup> Boutaleb K., « La problématique de la création d'entreprises face aux contraintes socio-économiques de l'environnement local en Algérie », Colloque International Création d'entreprises et territoires, Tamarrasset (Algérie), 3 et 4 Décembre 2006.

l'effort de recherche ainsi qu'une éventuelle exploitation des résultats. Les intervenants après cette mise en confiance réciproque, pourront commencer à construire leur partenariat.

#### **IV. Etat des lieux et tendances**

Certaines analyses publiées indiquent que nos universités sont peu engagées dans le système socio-économique du pays et les efforts consentis sont prioritairement destinés à régler des dysfonctionnements internes. Cette situation a donné lieu à une inertie de la part des étudiants et des enseignants; relation encore affaiblie par des difficultés de communication entre acteurs et avec le monde externe à l'UA. En outre, les LRU sont beaucoup plus à la disposition des enseignants pour leur recherche et la réalisation de leurs projets généralement éloignés des objectifs des étudiants et ne favorisent pas une prompt relation avec les industries. Les techniques et dispositifs, comme les start-up, les pépinières d'entreprises ou les incubateurs au sein des universités, sont pour le moment pratiquement absents. Par conséquent, la communication entre l'entreprise et l'université n'est pas parvenue à un niveau qui permet de nouer des relations de partenariat durables et efficaces autour de problématiques à finalité commune et qui permettent d'introduire l'aspect qualité ou de l'évaluer. Aussi, faut-il noter, l'existence de difficultés relatives aux effectifs importants d'étudiants causant une insuffisance d'encadrement spécialisé et les faibles rendements des formations.

Concernant les mesures pouvant conduire à une meilleure exploitation économique des résultats (de la recherche) obtenus dans les LRU, H. Khelifaoui note « L'Algérie a réussi à mettre en place un système scientifique global, cohérent et bien articulé, aussi bien dans sa composante interne que dans ses relations avec l'environnement national et international. Le déficit se situe non pas au niveau institutionnel et financier, mais social et relationnel. Les efforts pourraient être dé-

recherche scientifique, doivent créer un système d'information<sup>1</sup> sur les différents projets de recherche qui pourraient intéresser des partenaires économiques. De même, les entreprises par le biais de leurs directions générales, des chambres de l'industrie, du commerce, de leurs confédérations, doivent mettre impérativement à la disposition des institutions universitaires plusieurs sources d'information leur permettant d'identifier un partenaire potentiel dans le cadre de la recherche-développement. Or, nous constatons que les équipes de recherche universitaires qui relèvent en principe de la même tutelle ne disposent pas d'une structure adéquate d'information sur les différents travaux réalisés ou en cours. L'information est parfois inexistante sur le plan régional et même sur le plan local.

- ✓ **Choix du partenaire:** Le choix du partenaire peut être influencé par des aspects géographiques. De ce fait, le partenariat peut être local, régional, national, voire même international. Les moyens de communications tels que les sites Internet, qui sont de plus en plus une source pertinente d'information sur les partenaires potentiels, restent souvent inexploités. Les universités, dont le marketing n'est pas nécessairement très développé, doivent traduire leurs projets de recherche avec une visibilité maximale pour le secteur professionnel.

Les entreprises doivent tenir compte du fait que chaque université a ses propres priorités et que les points forts sont différents d'une université à une autre. Même les discussions initiales peuvent être soumises à un accord préalable de confidentialité, de façon à ce que les intérêts et les objectifs de chacun puissent être abordés en détail et très rapidement. Par ailleurs, l'entreprise doit bien définir sa stratégie de recherche-développement et évaluer la capacité de l'université de comprendre et de mener à bien le projet de recherche, dans les délais impartis. L'université doit aussi évaluer la capacité de l'entreprise de partager l'information et de soutenir

---

1 El Qasmi, J et Abdelaziz, M, 2003 «Stratégie /système d'information », revue de l'innovation, 12 sept, P45

avec l'aide et l'apport financier de tiers, entreprises financières ou entreprises actives dans le domaine. Cette création est le fait aussi bien de jeunes chercheurs que de porteurs de projets expérimentés venant du secteur privé qui désirent utiliser l'université comme incubateur technologique.

Les entreprises créées à partir de résultats de la recherche universitaire mériteraient une attention plus soutenue de la part des entrepreneurs (banques, entreprises et pouvoir public) intéressés par l'exploitation et la rentabilisation de produits ou procédés novateurs<sup>1</sup>.

**3. Autres partenariats possibles:** L'entreprise peut recourir aux services d'une institution universitaire, et réciproquement, pour l'apprentissage ou l'utilisation d'un appareillage spécialisé ou d'un savoir-faire particulier. Des travaux de fin d'étude (mémoires de licence, Ingéniorats etc...) axés sur des problèmes concrets de l'entreprise peuvent apporter un éclairage spécifique pour un coût généralement minime. De même on pourra organiser des consultations ponctuelles ou régulières pour faire le point sur les connaissances dans un secteur scientifique choisi ou participer à un club ou réseau spécialisé. Enfin, une entreprise ou un ensemble d'entreprises, peut aussi organiser avec une université ou un ensemble d'universités, des programmes de formation continue.

### III. Comment préparer un partenariat ?

Afin de pouvoir réaliser un partenariat il est essentiel de préparer un accord, pour cela voila en ce qui suit quelques importantes étapes pour la concrétisation de ce contrat :

✓ **Identification des partenaires potentiels** Les universités, par le biais des structures administratives chargées de la recherche ou par le biais d'un réseau national rattaché par exemple au Ministère de l'enseignement supérieur et de la

---

<sup>1</sup> Zawdie, G et Djelfat, A, 1997, "Technology and transition: the Maghreb at the crossroads", London, p 74.

cherche<sup>1</sup>. La première forme peut se traduire par la demande de l'entreprise à la réalisation d'une recherche effectuée par l'unité de recherche de l'université afin de réaliser un objectif bien déterminé. Les résultats de cette recherche sont directement utilisés. Elle apparaît également dans un projet commun de recherche. Les objectifs et les moyens sont fixés ensemble par l'entreprise et l'unité universitaire. Un contrat formel précise les apports et les responsabilités de chaque partenaire ainsi que la gestion du projet, la propriété et la valorisation des résultats. Certains projets sont développés dans le cadre d'appel à programmes nationaux lancé sur plusieurs années par les pouvoirs publics. Il existe aussi, des projets de portée internationale. L'entreprise qui souhaite participer à des projets internationaux, souvent dans la recherche précompétitive, trouvera dans les universités une bonne expérience de collaboration internationale, académique et industrielle.

Toutes ces formes d'aides peuvent aboutir à des collaborations de longue durée, où l'entreprise et l'université pourront exploiter ensemble un domaine scientifique bien déterminé.

**2. Contrat en matière de valorisation des résultats :** L'entreprise qui a financé une recherche, en exploite les résultats avec une finalité commerciale, selon les modalités prévues dans le contrat de collaboration. Mais une entreprise peut également être intéressée par l'exploitation commerciale de résultats de recherches universitaires auxquelles elle n'a pas été impliquée. L'entreprise et l'université s'accordent alors, pour que la première exploite les résultats de la recherche, moyennant une rétribution forfaitaire ou proportionnelle au succès commercial.

Un autre moyen de valorisation auquel recourent les universités dans les pays développés est la création d'une entreprise nouvelle dont l'objet est d'exploiter commercialement les résultats de la recherche. Souvent, ces entreprises sont créées

---

1 Djelfat, A et Zghal, R, «Science, technologie et croissance au Maghreb», Sfax (Tunisie), 1995, p 197.

nifiées, de façon à en permettre leur exploitation commerciale. Pour cela cette collaboration doit prendre en considération plusieurs contraintes tel que légales, budgétaire... interne ou externe de l'entreprise. L'université, a son tour doit avoir une originalité de sa recherche ainsi l'utilisation de plusieurs méthodes qui puissent l'aider à une progression des connaissances, assurer la diffusion des résultats de la recherche ainsi que leur protection. D'autre part, elle insiste également, sur la durée de la recherche qui doit, de préférence, s'inscrire dans un contexte pluriannuel, pour garantir une certaine continuité à la fonction de recherche-formation.

Enfin la finalité du choix des sujets de recherche doit tenir compte de l'exigence universitaire de service public surtout dans les implications éthiques de la recherche<sup>1</sup>.

Plusieurs dissonances peuvent émerger dans ce genre de relation (partenariat) qui ne sont toutefois pas des contradictions irréductibles. Car le respect mutuel de ces aspects inhérents à chaque secteur, conduit le plus souvent à une collaboration fructueuse.

## **II. Types de partenariat :**

D'après la revue de littérature plusieurs types de partenariat existent, de la simple consultation ponctuelle qui peut aller jusqu'à des contrats de longues durées. Plusieurs exemples peuvent nous expliquer le nombre de possibilités qui puissent se présenter à l'entreprise et l'université algérienne pour la réalisation de ce partenariat.

**1. Partenariat en matière de recherche:** l'entreprise rencontre beaucoup de problèmes de recherche pour la réalisation d'un nouveau produit ou procédé pour sa mise en œuvre l'entreprise peut faire appel à des unités universitaires de re-

---

1 Miraoui, A, «Innovation, compétitivité et stratégie concurrentielle dans l'entreprise» in actes de la 3eme conférence Maghtech 98, Sfax (Tunisie), 2012.

pratique<sup>1</sup>, ciblant les problèmes technologiques, économiques ou humains inhérents à la société algérienne.

- L'université peut apporter à l'entreprise un appui appréciable qui peut se traduire par la mise en place d'un personnel chercheur compétent, par une approche rigoureuse et pluridisciplinaire et surtout par une ouverture sur la recherche internationale par le biais des différents accords de coopération interuniversitaire.

Le but de notre travail est de présenter la réalité de la recherche dans l'université algérienne et comment peut elle nouer un partenariat efficace avec les entreprises afin de faire prendre conscience des entrepreneurs et aux chercheurs universitaires les avantages de cette collaboration qui représente une base essentielle pour toute innovation dans le secteur économique et universitaire.

### **I. Caractéristiques d'un partenariat efficace :**

La recherche universitaire s'explique par l'acquisition des connaissances fondamentales plutôt qu'appliquée, et leurs extension dans les différents secteurs. Alors que la recherche dans l'entreprise s'explique par l'existence d'abord d'un développement des procédés ou la réalisation de nouveaux produits et d'un autre côté d'assurer à ses produits une compétitivité dans un marché de plus en plus ouvert à l'économie du marché en facilitant l'accès à de nouveaux segments.<sup>2</sup>

Réellement, dans un partenariat avec l'université, l'entreprise sera sensible à plusieurs aspirations et confrontée à certaines contraintes. L'entreprise prétend à une recherche qui aboutisse à une innovation qui se manifeste par un avantage concurrentiel. Elle souhaite également, réaliser des résultats à des échéances pla-

---

1 Zaidi, B, 1998, «Rôle du système d'enseignement supérieur dans la R&D et l'innovation en Algérie», in actes de la 3ème conférence Magtech 98, Sfax (Tunisie).

2 Filali Boumediene « Innovation et partenariat entreprise-université en Algérie, quel rapprochement », La Revue de l'innovation : La Revue de l'innovation dans le secteur public, Volume 10 (2), 2005.

cette relation demeure très faible, parfois inexistante dans les pays en voie de développement et particulièrement en Algérie.

Le succès de toute entreprise quelle que soit sa taille, sa forme juridique, son secteur d'activité est souvent lié à son innovation<sup>1</sup>, son positionnement ainsi que sa différenciation par rapport aux concurrents que ce soit dans le domaine des produits, des services ou des procédés. Elle ne peut trouver de solutions face à ces défis que dans un partenariat dynamique avec une unité de recherche universitaire<sup>2</sup> à qui elle peut apporter beaucoup.

Cette alliance du côté d'entreprise apporte à priori<sup>3</sup>:

- une meilleure connaissance des besoins sur les marchés actuels ainsi que d'éventuelles projections sur l'avenir.
- la possibilité de mieux orienter l'enseignement et la formation afin d'améliorer les contacts étudiants-entreprises et faciliter ainsi leur recrutement.
- Présentation des ressources précieuses en matière d'équipement et de moyens financiers qui restent parfois inexploités.
- Enfin elle dispose de professionnels qui ont acquis un savoir-faire et des compétences spécifiques.

Quant aux universités, qui ont accumulé un savoir-faire scientifique appréciable,

- elles souhaitent normalement valoriser et investir cette recherche sur le plan

---

1 Nicolas, F et Krieger, L, « Innovation, clef du développement », ed. Masson, Paris, 1995, p 125.

2 Frih, I, Laouedj, L et Abdiche, M, 1998, « L'université au service de l'innovation » in actes de la 3eme conférence Maghtech 98, Sfax (Tunisie).

3 Fitai Boumédiène « Université et entreprise quel rapprochement » Revue de l'innovation: La Revue de l'innovation dans le secteur public, Vol. 10(2), 2005, article 6.

**Introduction :**

Aujourd'hui, la qualité de vie d'une nation dépend de son niveau culturel et scientifique, ces derniers dépendent largement de la valeur de son enseignement supérieur. Pour cela la productivité d'une université est déterminée par trois facteurs différents d'abord par :

- la croissance de la demande du savoir,
- suivi par la diversification des disciplines à enseigner
- et enfin par le renchérissement de l'enseignement.

D'un autre côté l'université a une relation avec l'entreprise mais avec des buts d'un côté différents et complémentaires d'un autre. Si l'université est un établissement public de formation, son rôle primaire est de développer des connaissances par l'enseignement et la recherche. Par contre l'entreprise a un but économique, elle vise à produire des biens et des services afin de réaliser des bénéfices, elle offre également du travail et génère de la richesse grâce à la valeur ajoutée qu'elle incorpore dans son patrimoine<sup>1</sup>. Cette différence dans les objectifs n'exclut pas la mise en place d'un rapprochement et une collaboration nécessaires sous de différentes formes variées entre les deux entités. Une mise en place de projets communs entre les deux types d'institutions a connu un développement très rapide dans les pays développés<sup>2</sup>. Ces projets se sont soldés par la signature d'une multitude de contrats de recherche très variables en nature et en complexité<sup>3</sup>. Malheureusement

---

1 Fellag Hocine, « Pour un partenariat actif entre l'université et l'entreprise », vice recteur des relations extérieures et des manifestations scientifiques, revue *Compus*, 2010, P59.

2 Rapport du Conseil européen de Stockholm du 23-24 mars 2001.

3 Ce même rapport constate une tendance à la baisse de la recherche développement des pays de la CEE face aux États-Unis. À titre d'exemple l'écart entre les deux est passé de 40 milliards d'Euros en 1994 à 75 milliards en 1999. Le commissaire européen BUSQUIN constate dans un article paru peu avant le Conseil de Stockholm que l'Europe investit proportionnellement de moins en moins dans la recherche elle consacre 1,8% de son PIB actuellement contre 2,8% pour les États-Unis et 2,9% pour le Japon.

## ***Université et Entreprise: Quelle Relation?***

Mme GHOMARI Souhila , Mme SOULIMANE Nesrine & Mme BERBAR Wafaa  
Faculté des Sciences Economiques, de Gestion et des Sciences Commerciales  
Université de Tlemcen

### **Résumé**

La recherche universitaire a aujourd'hui une valorisation économique très importante, est devenue au centre de plusieurs débats sur les relations entre l'entreprise et l'université. L'université a une relation avec l'entreprise mais avec des buts d'un côté différents et complémentaire d'un autre. Trois priorités paraissent toutefois s'imposer: la diffusion et le transfert des connaissances, le soutien à la recherche fondamentale et la formation des compétences. La création d'une relation et de partenariat université-entreprise suppose d'explorer les interactions entre deux mondes celui de la recherche et de la production de savoir et le monde social et économique de production de biens et de services, mondes qui, pendant longtemps, se sont ignorés et ont évolué de manière autonome.

Le but de notre travail est de présenter la réalité de la recherche dans l'université algérienne et comment peut elle nouer un partenariat efficace avec les entreprises afin de faire prendre conscience des entrepreneurs et aux chercheurs universitaires les avantages de cette collaboration qui représente une base essentielle pour toute innovation dans le secteur économique et universitaire.

*Mots clés : université, entreprise, partenariat*